

Codes d'éthique et déclaration des conflits d'intérêts possibles

CHAPITRE I - OBJET ET CHAMP D'APPLICATION

Article 1 Le présent Code a pour objet de préserver et de renforcer la confiance dans l'intégrité et l'impartialité de Québec Subaquatique, de favoriser la transparence au sein du conseil d'administration et de responsabiliser ses administrateurs.

Article 2 Le Code énonce les normes d'éthique et les règles de déontologie visant à baliser les comportements des administrateurs de notre organisation.

CHAPITRE II – VALEURS

Article 3 Les valeurs fondamentales auxquelles le conseil d'administration de la Fédération Québécoise des Activités Subaquatiques, si après nommée Québec Subaquatique, adhère sont les suivantes:

- **La compétence** : L'administrateur s'acquitte de ses devoirs avec professionnalisme. Il met à contribution ses connaissances, ses habiletés et son expérience dans l'atteinte des résultats visés. Il est responsable de ses décisions et de ses actes ainsi que de l'utilisation judicieuse des ressources et de l'information mises à sa disposition;
- **L'impartialité** : L'administrateur fait preuve de neutralité et d'objectivité. Il prend ses décisions dans le respect des règles applicables, dictées par le Code civil, le présent document ainsi que toutes autres politiques de Québec Subaquatique, accordant un traitement équitable à tous ceux avec qui il est en relation. Il remplit ses devoirs sans considérations partisans;
- **L'intégrité** : L'administrateur se conduit de manière juste et honnête. Il évite de se mettre dans une situation où il se rendrait redevable à quiconque pourrait l'influencer indûment dans l'accomplissement de ses devoirs;
- **La loyauté** : L'administrateur est conscient qu'il est un représentant de Québec Subaquatique. Il s'acquitte de ses devoirs dans le respect des orientations et décisions prises par ses instances;
- **Le respect** : L'administrateur manifeste de la considération à l'égard de toutes les personnes avec lesquelles il interagit dans l'accomplissement de ses devoirs. Il fait preuve de courtoisie, d'écoute et de discrétion à l'égard des personnes avec lesquelles il entre en relation dans l'accomplissement de ses devoirs. Il fait également preuve de diligence et évite toute forme de discrimination.

CHAPITRE III – DEVOIRS ET OBLIGATIONS

Article 4 L'administrateur est tenu, dans l'exercice de ses fonctions, de respecter les principes d'éthique et les règles de déontologie prévue au présent Code, tant qu'il demeure administrateur et même après qu'il ait quitté ses fonctions, le cas échéant. Dans l'exercice de ses fonctions, il doit également respecter les obligations que la loi et les règlements généraux de Québec Subaquatique lui imposent et agir dans les limites des pouvoirs qui lui sont conférés. Il doit entre autres agir avec bonne foi, compétence, prudence, diligence, efficacité, assiduité, équité, impartialité, honnêteté, intégrité et loyauté dans l'exercice de ses fonctions.

Article 5 L'administrateur doit, en cas de doute, agir selon l'esprit de ces principes et de ces règles. Il doit de plus organiser ses affaires personnelles de telle sorte qu'elles ne puissent nuire à l'exercice de ses fonctions.

Article 6 L'administrateur doit, dans l'exercice de ses fonctions, se conformer aux principes suivants:

- Il doit exercer ses fonctions et organiser ses affaires personnelles de façon à préserver la confiance dans l'intégrité, l'objectivité et l'impartialité du conseil d'administration de Québec Subaquatique;
- Il doit avoir une conduite qui puisse résister à l'examen le plus minutieux;
- Il ne doit pas conserver d'intérêts personnels, autre que ceux autorisés par le présent Code, sur lesquels les activités de Québec Subaquatique qu'il administre pourraient avoir une influence quelconque;
- Dès sa nomination, il doit éviter de se placer dans une situation de conflit d'intérêts réelle ou potentielle de nature à entraver l'exercice de ses fonctions et la poursuite des buts de Québec Subaquatique; l'intérêt de Québec Subaquatique doit toujours prévaloir dans le cas où les intérêts du titulaire entrent en conflit avec ses fonctions officielles;
- Mis à part les cadeaux d'usage, les marques d'hospitalité et les autres avantages d'une valeur minime, il lui est interdit de solliciter ou d'accepter les transferts de valeurs économiques, sauf s'il s'agit de transferts résultants d'un contrat exécutoire ou d'un droit de propriété;
- Il lui est interdit d'outrepasser ses fonctions officielles pour venir en aide à des personnes physiques ou morales, dans leurs rapports avec Québec Subaquatique;
- Il lui est interdit d'utiliser à son profit ou au profit d'un tiers des renseignements obtenus dans l'exercice de ses fonctions officielles et qui, de façon générale, ne sont pas accessibles au public;
- Il lui est interdit d'utiliser directement ou indirectement à son profit ou au profit d'un tiers les biens de Québec Subaquatique, y compris les biens loués, ou d'en permettre l'usage à des fins autres que les activités officiellement approuvées;
- Et à l'expiration de son mandat, il a le devoir de ne pas tirer d'avantage indu de la charge qu'il a occupée.

Article 7 L'administrateur est tenu à la discrétion sur ce dont il a connaissance dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de ses fonctions et est tenu, à tout moment, de respecter le caractère confidentiel de l'information ainsi reçue.

Article 8

L'administrateur respecte la confidentialité des discussions et échanges avec ses collègues, membres du conseil d'administration de Québec Subaquatique ainsi que des décisions de ce dernier, dans la mesure où elles ne sont pas encore publiques.

Article 9 L'administrateur doit, dans l'exercice de ses fonctions, prendre ses décisions indépendamment de toutes considérations politiques partisans et d'intérêts de club, de boutique, de commerce ou d'agence de certification.

Article 10 L'administrateur, autre que le président, qui est appelé ou invité à représenter officiellement l'organisme à l'externe, doit au préalable obtenir l'autorisation expresse du président et il ne peut d'aucune manière engager ou sembler engager autrement l'organisme. Tout semblable engagement ou représentation doit être compatible avec les buts, les orientations et les politiques du conseil d'administration de Québec Subaquatique.

Article 11 L'administrateur adopte, dans ses relations avec les membres de Québec Subaquatique, les personnes physiques et morales faisant affaire avec Québec Subaquatique ainsi qu'avec le personnel de celle-ci, une attitude empreinte de courtoisie, de respect et d'ouverture, de manière à assurer des échanges productifs et une collaboration fructueuse, à agir avec équité et à éviter tout abus.

Article 12 Tout autre administrateur doit déclarer par écrit au président ou à toute autre personne désignée par le conseil d'administration de Québec Subaquatique, le cas échéant, tout intérêt susceptible de le placer dans une situation de conflit d'intérêts, sous peine de révocation.

Article 13 Constitue une situation de conflit d'intérêts toute situation réelle, apparente ou potentielle qui est de nature à compromettre l'indépendance et l'impartialité nécessaires à l'exercice d'une fonction et à la poursuite des buts du conseil d'administration de Québec Subaquatique, ou à l'occasion de laquelle l'administrateur utilise ou cherche à utiliser les attributs de sa fonction pour en retirer un avantage indu ou pour procurer un avantage indu à une tierce personne.

Article 14 Les situations suivantes constituent, mais de manière non limitative, un conflit d'intérêts:

- L'utilisation, à ses propres fins ou au profit d'un tiers, d'informations confidentielles ou privilégiées auxquelles un membre du conseil d'administration a accès dans le cadre de ses fonctions, de même que des biens, équipements et services de Québec Subaquatique;
- L'utilisation par un administrateur de ses prérogatives ou fonctions en vue de rechercher un gain ou un profit ou d'en retirer un avantage personnel ou pour le profit d'un tiers;
- La participation à une délibération ou à une décision d'une instance de Québec Subaquatique, sachant qu'un conflit réel ou potentiel existe, afin de l'influencer et d'en retirer un avantage personnel ou pour celui d'un tiers;
- La sollicitation d'une faveur, d'un emploi ou d'un contrat par un administrateur pour lui-même, pour un proche ou pour un associé.
- La sollicitation d'une faveur, d'un emploi ou d'un contrat par un administrateur pour lui-même, pour un proche ou pour un associé.

Article 15 Dans la mesure où la transparence permet de sauvegarder le climat de confiance nécessaire à la réputation d'impartialité, d'indépendance et d'intégrité de Québec Subaquatique, l'existence d'une situation de conflit d'intérêts apparent n'entraîne pas en soi une impossibilité d'agir de la part de l'administrateur visé à la condition qu'il se conforme aux dispositions prévues en matière de divulgation des conflits d'intérêts.

Article 16 Un administrateur qui déclare avoir un intérêt susceptible de le placer dans une situation de conflit d'intérêts doit s'abstenir de prendre part à toute délibération ou décision risquant d'être entachée ou reliée de quelque façon à telle situation. À cette fin, il doit notamment se retirer de la réunion ou du comité du conseil d'administration de Québec Subaquatique pour la durée des délibérations et du vote relatifs à la question qui le place dans une situation de conflit d'intérêts.

Article 17 Le secrétaire du conseil d'administration de Québec Subaquatique doit faire état dans le procès-verbal de la réunion de chaque cas de déclaration d'intérêt d'un administrateur, de son retrait de la réunion ou du fait qu'il n'a pas pris part à la discussion ou à la décision.

Article 18 L'administrateur doit produire au président ou à toute autre personne désignée par le conseil d'administration de Québec Subaquatique, sous peine de révocation, dans les trente jours de sa nomination et, par la suite annuellement dans les trente jours du début d'un nouvel exercice financier, une déclaration écrite faisant état de tout intérêt susceptible d'entrer en conflit avec sa charge d'administrateur, ainsi que des droits qu'il peut faire valoir contre Québec Subaquatique en indiquant, le cas échéant, leur nature et leur valeur.

L'administrateur doit de plus déposer par écrit auprès président ou de la personne désignée par le conseil d'administration de Québec Subaquatique une mise à jour de cette déclaration dès qu'un changement survient.

Le dépôt de la déclaration est consigné annuellement au procès-verbal des délibérations du conseil d'administration par le secrétaire du conseil d'administration de Québec Subaquatique.

Les déclarations et leurs mises à jour sont conservées au bureau de la permanence de Québec Subaquatique dans un registre qui ne peut être consulté que par les membres du conseil d'administration.

CHAPITRE V – MÉCANISMES D'APPLICATION

Article 19 Le président du conseil d'administration de Québec Subaquatique doit s'assurer du respect du présent Code par les administrateurs.

Article 20 Toute allégation de conflit d'intérêts ou d'un acte dérogatoire au présent Code doit être portée à l'attention du président. L'administrateur visé par une allégation de conflit d'intérêts ou d'un acte dérogatoire au présent Code doit être informé par écrit par le président du conseil d'administration de Québec Subaquatique de l'allégation le visant. Il a droit d'être entendu par ce dernier ou de déposer par écrit afin d'apporter tout éclairage pertinent. Le président peut prendre avis d'un comité d'éthique constitué à cette fin, le cas échéant.

Article 21 Le président doit, après avoir pris connaissance du dossier et avoir entendu l'administrateur, reçu sa déposition écrite, le cas échéant, ou pris avis d'un comité d'éthique s'il l'estime nécessaire, informer par écrit l'administrateur de sa décision et, le cas échéant, de la sanction imposée, entérinée par le conseil d'administration, en indiquant les motifs de cette sanction. L'administrateur visé a droit de vote sur telle résolution.

Article 22 Toute allégation de conflit d'intérêts ou d'un acte dérogatoire au présent Code concernant le président est traitée par le vice-président qui jouit alors des pouvoirs accordés au président à l'égard de cette allégation.



FORMULAIRE DE DÉCLARATION DES ADMINISTRATEURS DE QUÉBEC SUBAQUATIQUE

Tout administrateur doit prendre connaissance du Code d'éthique des administrateurs de Québec Subaquatique.

Il doit également s'engager à respecter le caractère confidentiel des renseignements reçus dans le cadre de ses fonctions et à déclarer tout intérêt susceptible d'entrer en conflit avec les devoirs de sa charge d'administrateur.

Je déclare ne pas avoir d'intérêts susceptibles d'entrer en conflit avec les devoirs de ma charge d'administrateur.

OU

Je déclare que les intérêts suivants sont susceptibles d'entrer en conflit avec les devoirs de ma charge d'administrateur:

Je déclare avoir pris connaissance du Code d'éthique des administrateurs de Québec Subaquatique. Je reconnais en saisir le sens et la portée et j'adhère aux principes et valeurs qui y sont mentionnés. Je m'engage à assumer tous les devoirs, obligations et règles énumérées dans ce Code.

Signature _____

Date _____